

VILLE DE VANNES

Morbihan

PÔLE RESSOURCES ET
CITOYENNETÉ

POLICE

Interdiction de stationnement des
gens du voyage sur le territoire de
la commune de Vannes en dehors
des aires d'accueil aménagées

Le Maire de la Ville de Vannes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.116-1 du code de la voirie routière relatif à
l'occupation irrégulière du domaine public,

Vu le code pénal et notamment ses articles 322-4-1 et 322-15-1,

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à
l'habitat des gens du voyage prévoyant notamment l'obligation
pour les communes d'aménager des aires d'accueil,

Vu la circulaire du 19 avril 2017 relative à la présentation des
nouvelles dispositions aux gens du voyage issues de la loi n°2017-
86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des
gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2016 portant fusion de Vannes
Agglo avec Loc'h Communauté et la communauté de communes
de la Presqu'île de Rhuys et par lequel la commune de Vannes
est membre de la Communauté d'Agglomération de Golfe du
Morbihan – Vannes agglomération,

Vu le schéma départemental d'accueil des gens du voyage en
date du 20 décembre 2017,

Vu l'arrêté du président de Golfe du Morbihan en date du
3 septembre 2020 portant refus du transfert automatique des
pouvoirs de police spéciale du maire et affiché depuis le
4 septembre 2020,

Considérant la compétence « aménagement, entretien et gestion
des aires d'accueil » exercée par Golfe du Morbihan Vannes
Agglomération,

Considérant que la Communauté d'agglomération a ouvert sur son
territoire des aires d'accueil de stationnement de grand passage à
Elven, Sarzeau, Grandchamp et Meucon e des aires de séjour
pour l'accueil des gens du voyage sises à Vannes, Theix-Noyal, Séné,
Saint-Avé, Sarzeau, ainsi que des terrains familiaux à Arradon et
Plescop, conformément aux prescriptions du schéma
départemental en vigueur,

Considérant que la loi du 5 juillet 2000 en son article 9 autorise le
maire, lorsqu'une aire aménagée a été créée, à interdire tout
stationnement des gens du voyage en dehors des aires d'accueil,

Considérant que pour des raisons de salubrité, de sécurité ou de
tranquillité publiques, il convient d'interdire le stationnement des
gens du voyage sur le territoire communal en dehors des aires
aménagées à cet effet,

ARRETE

Envoyé en préfecture le 26/05/2023

Reçu en préfecture le 26/05/2023

Affiché le

ID : 056-215602608-20230522-AR_RES_2023_005-AR

Article 1er – Le stationnement des véhicules des gens du voyage est interdit sur le territoire de la commune de Vannes en dehors des terrains réservés à cet effet, sur le territoire de la communauté d'agglomération, à savoir :

- aires estivales des grands passages 2023 de :

- **Elven** : missions évangéliques sur les parcelles cadastrées section ZA sous les numéros 0002, 0070 et 0072
- **Sarzeau** : groupes familiaux sur les parcelles cadastrées section XN sous les numéros 0122 et 0123.
- **Grand Champ** : groupes familiaux sur les parcelles cadastrées section ZV sous les numéros 0065 et 0067.
- **Meucon** : groupes familiaux sur les parcelles cadastrées section A n° 0006 et n° 0287 pour parties sur le périmètre délimité sur site à hauteur d'un hectare.

- aires d'accueil de Vannes, Theix-Noyal, Séné, Saint-Avé, Sarzeau ainsi que les terrains familiaux d'Arradon et de Plescop.

Article 2 - Toute occupation irrégulière du domaine public entraînera des mesures immédiates de demande d'expulsion en dehors du territoire communal ou vers les aires spécifiquement aménagées sur le territoire de la communauté d'agglomération devant le juge territorialement compétent.

Article 3 – Toute occupation irrégulière d'une propriété privée est interdite sous peine de poursuites judiciaires, dans les cas établis d'atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publique.

Article 4 – Le présent arrêté sera retranscrit dans le registre des arrêtés municipaux et dans le recueil des actes administratifs de la commune ; ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Procureur de la République.

Article 5 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Article 6 – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Commissaire de police, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie, les services techniques de la commune de Vannes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

VANNES, le 22 mai 2023

Le Maire,

David ROBO

